



## **Annexe**

**pp. 372-374**

### **Réduction des risques, résultats, France**

La vente libre des seringues en 1987 a été évaluée dès 1988 dans une enquête de TIREP et de l'INSERM, publiée en 1991, montrant qu'environ 60 % des injecteurs avaient renoncé au partage des seringues. En complément des évaluations des actions de terrain, la Direction générale de la santé a mis en place en 1996 un dispositif d'évaluation nationale comprenant une base de données, SIAMOIS, « système d'information sur l'accessibilité au matériel officinal d'injection et de substitution qui recueille mensuellement les ventes dans 23 000 pharmacies », seringues et produits de substitution. Les résultats portent sur les conséquences sanitaires et sociales de l'injection, notamment sur les maladies infectieuses (VIH, VHB et VHC). Deux rapports confrontent les données recueillies aux indicateurs nationaux et aux résultats de recherches (comportement à risque des usagers ; enquête INSERM sur les PES, etc.). Les principaux résultats observés sont la baisse de 80 % des overdoses mortelles et de 68 % des interpellations pour usage d'héroïne entre 1994 et 1999, résultats en relation avec les mesures de réduction des risques. Les progrès sont nets pour le VIH (baisse des taux de contamination chez les plus jeunes, 14 % des nouveaux cas de sida en 2000 contre 22 % en 1994) ; ils sont en revanche incertains pour le VHC, dont la prévalence est évaluée à 60 % des injecteurs en 2000. Le rapport SIAMOIS constate qu'après avoir fortement diminué, les pratiques à risque se maintiennent : le partage des seringues est évalué à 20 % (48 % en 1988) et la réutilisation à 45 % en 1998 (75 % en 1988). Leur persistance dans un contexte de prévalence élevée incite à poursuivre l'effort de prévention et à ne pas négliger le risque sexuel. Il convient de développer des actions ciblées vers des populations à haut risque et difficiles à rejoindre : jeunes injecteurs, détenus, prostitution. Autre évaluation, celle de la réduction des coûts sociaux ; elle a été menée par P. Kopp sur la buprénorphine pour 40 000 héroïnomanes : les coûts sociaux de la

consommation d'héroïne sont évalués à 15,6 milliards de francs pour un traitement médical dont le coût est de 600 millions de francs. Rappelons qu'avec le traitement, la réduction de la consommation d'héroïne est d'environ 70 %.

**La réduction des risques vue par les usagers :** l'efficacité de la politique de réduction des risques tient à la façon dont les usagers se l'approprient. Deux enquêtes récentes les sollicitent.

1) L'enquête MIRO : elle porte sur des usagers en contact avec les différents services et associations. 79 % ont utilisé un matériel d'information et ont diffusé l'information auprès d'autres usagers. Parmi eux, 88 % sont satisfaits de la façon dont ils ont eu accès à ce matériel, ce qui ne veut pas dire que leur situation se soit améliorée, le rapport rappelant que 56 % des répondants sont sans emploi, 59 % demandent une amélioration des traitements de substitution et 73 % demandent un changement du cadre légal. Témoins des efforts accomplis en France, les Français sont nettement plus satisfaits que les Italiens, Espagnols et Portugais, également interrogés, mais il faut aussi tenir compte du fait que les équipes de rue des autres pays ont atteint des jeunes polyusagers qui ne fréquentent pas les services.

2) AIDES 2002 : l'étude porte sur 506 usagers en traitement dont 46 % Subutex, 43,7 % méthadone, 9,9 % un sulfate de morphine. Le médicament les distingue plus que la modalité de prise en charge : médecine de ville ou centres de soins spécialisés. Environ les deux tiers des usagers considèrent que le traitement a été bénéfique pour eux. Les plus satisfaits sont les usagers en méthadone, le Subutex obtenant sur chaque question des résultats un peu inférieurs, le sulfate de morphine des résultats contrastés. 82 % des usagers en méthadone, 75 % au Subutex et 62 % au sulfate de morphine sont contents de s'être sortis de la consommation d'héroïne. 26 % consomment occasionnellement de la cocaïne (6 % du crack, principalement à Paris), mais 26 % consomment au quotidien une benzodiazépine, auxquels il faut ajouter 13 % qui prennent du Rohypnol, une benzodiazépine souvent détournée de son usage, dont 33 % prescrit par un autre médecin que le prescripteur de Subutex, alerté sur les risques de prescription conjointe de benzodiazépine. 45 % pour la méthadone, 34 % pour le Subutex et 66 % pour le sulfate de morphine sont satisfaits des relations avec leur médecin. Pour ce qui est de la santé, 24 % pour le Subutex, 12 % pour la méthadone et 7 % pour le sulfate de morphine ne voient pas d'amélioration. Les usagers sous sulfate de morphine sont 73 % à souhaiter un programme héroïne médicalisée contre 55 % pour la méthadone et 53 % pour le Subutex. Pour ces deux médicaments, une part majoritaire ne recherche pas l'effet « drogue » mais le soulagement psychologique que procure le médicament. 39 % des usagers sont en faveur d'une diversification des traitements ; l'adaptation individuelle des traitements est insuffisante à leurs yeux. Enfin patients et médecins ne sont pas d'accord sur les effets secondaires, négligeables pour les médecins (d'autant qu'ils peuvent être considérablement réduits lorsqu'ils sont pris en compte), tandis que 74 % estiment ces effets pénibles ou très pénibles (58 % transpiration, 43 % problèmes digestifs, 38 % prise de poids, 28 % libido). Au total, on peut dégager quatre groupes., 1) 15 % : satisfaction très élevée et impact très positif (plus souvent méthadone, bien insérés). 2) 43 % : impact positif du traitement mais satisfaction modérée (usagers plutôt insérés). 3) 31%: satisfaction modérée à faible et peu d'impact (jeunes, très précarisés, polyusage, pas de traitement associé). 4) 11% : détérioration de la situation. Cette classification permet de dire que la substitution marche pour six (15 % 4-43 %) personnes sur dix.

Voir AIDES, *Attente des usagers de drogue concernant les traitements de substitution : expérience, satisfaction, effets recherchés effets redoutés*, rapport final, 2001.

EMMANUELLI J., *Contribution à l'évaluation de la politique de réduction des risques, SIAMOIS, Description, analyse et mise en perspective des données de ventes officinales de seringues et de produits de substitution en France de 1996 à 1999*, tome 1. Les grandes tendances Institut de Veille Sanitaire, 2001.